



Depuis le mois de novembre, au travers du mouvement des « gilets jaunes », des salarié.es du privé et du public, des retraité.es, des chômeur.euse.s, des lycéen.nes réclament les moyens de vivre dans la dignité et d'avoir un avenir.

Face à l'ampleur et à la radicalité de ce mouvement, le gouvernement hésite, manœuvre. Il a ainsi différé la réforme des retraites et les annonces concernant la réforme de la fonction publique, initialement prévues au mois de décembre ; et instauré une prime de pouvoir d'achat non-obligatoire dans le privé, mais dont les fonctionnaires sont exclus.

Mais Macron veut reprendre la main : pendant qu'il organise un simulacre de débat, il charge ses ministres de continuer le sale boulot. Le porte-parole du gouvernement a ainsi annoncé le dépôt à la fin du mois de mars d'un projet de loi de réforme de la fonction publique. Au menu : CHSCT supprimés et CAP vidées de leurs prérogatives, recours accru aux contractuels, rémunération « au mérite » et plans de départs « volontaires ».

Dans tous les ministères, les services sont passés à la moulinette pour contribuer aux 120 000 suppressions d'emplois publics promises. A la répression des fraudes, 60 implantations départementales pourraient ainsi disparaître ! Le ministère du travail n'est pas épargné, bien au contraire : plan social dans les services du développement économique, annonce lors du dernier CTM d'un projet de fusion des services de l'emploi-insertion avec ceux de la cohésion sociale dans des directions départementales interministérielles, soumis à l'arbitrage de Matignon, projets de fusion ou suppression d'unités départementales, réorganisation de l'inspection du travail à venir...

Mais rien n'est joué ! Les gilets jaunes ont prouvé, pour la première fois depuis des années, que la rue pouvait faire reculer un gouvernement. A nous de leur emboîter le pas, pour que les hésitations du gouvernement deviennent de véritables reculs, pour obtenir le retrait des réformes régressives et stopper celles en préparations. Il est plus que temps de monter massivement dans le train de la colère, pour exiger un service public de qualité, de meilleures conditions de travail et un meilleur salaire !

Le 5 février, la CGT et Solidaires appellent à la grève interprofessionnelle, la FSU appelle à s'y inscrire, et plusieurs collectifs de gilets jaunes ont appelé à faire de cette journée le point de départ d'un grand mouvement de grève contre Macron et sa politique.

Nous invitons donc tous les agent-e-s à faire grève mardi 5 février, à se réunir en assemblée générale pour discuter de notre participation à cette mobilisation, à mettre en place dans chaque UD des actions signifiant à notre hiérarchie le refus de la casse du ministère du travail, à participer aux manifestations qui auront lieu le mardi 5 février et le samedi 9 pour obtenir :

- Le retrait du projet de loi de réforme de la fonction publique
- L'arrêt des réorganisations en cours et à venir au ministère du travail, le maintien des UD des Directe et des sections territoriales d'inspection
- L'arrêt des suppressions de poste et un plan de recrutement d'urgence et massif pour assurer notre service public de proximité
- Du pouvoir d'achat tout de suite : une prime de 1000 euros et une revalorisation du traitement à la même hauteur que celle accordée au ministère de l'intérieur
 - Le dégel du point d'indice
 - Le rétablissement de l'ISF

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE MARDI 5 FEVRIER 2019 !